



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/L.365
12 février 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

Dixième session
Bangkok (Thaïlande)
12-19 février 2000

**ALLOCUTION DE M. KOFI ANNAN, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES**

C'est avec un grand plaisir et une vive émotion que je vous souhaite à tous la bienvenue à cette première conférence de l'Organisation des Nations Unies pour le nouveau millénaire.

Nous devons ressentir une immense gratitude à l'égard du Gouvernement et du peuple thaïlandais pour le merveilleux accueil qu'ils nous ont réservé. Et il nous faut reconnaître combien il est opportun que la présente conférence se tienne dans ce pays et dans cette région.

La plupart d'entre nous se rappelleront que c'est ici, il y a à peine deux ans et demi, que la dernière grande crise financière du précédent millénaire s'est déclenchée à la suite de la dévaluation du baht thaïlandais. Après un brillant cheminement dont d'autres régions du monde en développement ont pu s'inspirer, il a semblé pendant plus d'un an que l'Asie de l'Est pourrait en fait devenir le funeste héraut d'une nouvelle ère d'instabilité et d'appauvrissement.

Grâce à Dieu, ces craintes se sont révélées largement excessives. L'économie mondiale est à nouveau placée sous le signe de la croissance et la quasi-totalité des régions du monde participent à cette tendance. Les pays de l'Asie du Sud-Est, et la Thaïlande en particulier, jouent un rôle moteur dans la relance; d'autres grands pays qui avaient été durement frappés par la crise – tels la Russie et le Brésil – sont à l'évidence en passe de la surmonter. Et là encore, la relance

est manifestement induite par les exportations. Le commerce et le développement sont indissociablement liés, comme le fait clairement ressortir le titre de la présente Conférence.

Il y a moins de trois mois, bon nombre d'entre nous se trouvaient à une autre conférence, à Seattle. Nous pensions y être pour participer au lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales qui puisse - espérons-nous - être qualifié de "cycle du développement", car il devait enfin faire profiter les pays en développement des avantages d'un commerce plus ouvert, qu'on leur avait maintes fois fait miroiter.

Hélas, ce cycle de négociations n'a toujours pas été lancé. L'idée la plus répandue est qu'il a été bloqué à Seattle par les peuples du monde qui se sont unis pour défendre dans la rue leur droit d'être différents, face à un groupe de bureaucrates internationaux anonymes qui voulaient tous les contraindre à se nourrir des mêmes aliments génétiquement modifiés. Autrement dit, il se serait produit - aussi paradoxal que cela puisse paraître - une sorte de soulèvement mondial des populations locales contre la mondialisation.

La vérité est – je le crains – plus prosaïque. Les négociations n'ont pu s'amorcer parce que les gouvernements, notamment ceux des grandes puissances économiques, n'ont pas su s'entendre sur leurs priorités. Les pays en développement – aidés par la CNUCED, je suis heureux de le dire - ont joué un rôle plus actif et plus homogène que lors des conférences précédentes, alors que les pays industrialisés s'enfermaient dans leurs discussions internes. Leurs gouvernements préconisent tous en principe le libre-échange, mais ils leur manquent trop souvent la fermeté politique voulue pour s'opposer à ceux qui, à l'intérieur même de leurs frontières, s'en remettent à des arrangements protectionnistes. Ils n'ont pas encore réussi à faire comprendre à leur population combien il serait plus utile pour tous de disposer d'un marché mondial dont chacun - et non quelques rares chanceux - puisse profiter.

Les manifestations de rue se sont, à leur manière, avérées importantes. Elles ont mis en évidence les inquiétudes que bon nombre de personnes ressentent au sujet de la mondialisation, de ses effets sur l'emploi et les normes de travail, sur l'environnement, sur la santé publique, sur les droits de l'homme et sur la diversité culturelle.

Ces inquiétudes doivent être prises en compte tant par les pouvoirs publics que par le secteur privé, aux niveaux national, et même, dans certains cas, international. Dans la plupart des domaines en cause, on est déjà parvenu à des accords sur des valeurs universelles et des normes communes, fruit de nombreuses conférences et de longues négociations. Il faut désormais que les États honorent les obligations qu'ils ont contractées. Des institutions internationales

- l'Organisation des Nations Unies et ses organismes spécialisés – sont là pour les aider à s'en acquitter. Bien entendu, ces institutions pourraient accomplir plus efficacement leur tâche si elles disposaient des ressources et du soutien requis pour remplir leurs mandats.

Un développement bien compris englobe des avancées dans tous les secteurs au sujet desquels les manifestants ont exprimé leur préoccupation. Un pays développé est un pays qui permet à tous ses citoyens de mener une vie libre et saine dans un environnement sûr. Et un pays réellement en développement est un pays dans lequel la société civile peut exiger non seulement le bien-être matériel, mais également une amélioration des normes relatives aux droits de l'homme et de la protection de l'environnement.

La mondialisation est-elle l'ennemi du développement au sens large ? Certainement pas. Elle a, à l'évidence, fait des victimes comme toute transformation historique de la société humaine, par la force des choses. Ceux qui s'en sortent le mieux ont pour devoir de se préoccuper davantage de ces victimes, et tout intérêt à le faire, faute de quoi ils risquent de subir un choc en retour qui pourrait balayer tous leurs gains.

Mais les principaux perdants dans le monde profondément inégal d'aujourd'hui ne sont pas ceux qui sont trop exposés à la mondialisation. Ce sont plutôt ceux qui ont été laissés pour compte dans ce processus. Comme le faisait justement remarquer le *Financial Times* dans un article récent, "les sociétés et les peuples les plus pauvres du monde n'ont pas été tant exploités par le système économique moderne que quasiment exclus de celui-ci".

C'est sur cette exclusion que la présente Conférence doit porter son attention. Comment et pourquoi d'aussi vastes parties de la planète sont-elles maintenues à l'écart des bienfaits de la mondialisation ?

Cela tient en partie au fait que le développement est entravé par les barrières que les pays industrialisés opposent encore aux exportations des pays en développement. J'avais beaucoup à dire sur ce sujet à Seattle, ou du moins je l'aurais fait si les manifestants m'avaient laissé prononcer ma déclaration. Cependant, il n'est guère nécessaire à la présente conférence de dénoncer le protectionnisme pratiqué par les pays industrialisés. La plupart d'entre vous le connaissent déjà suffisamment.

Peut-être faudrait-il en revanche insister sur la responsabilité qui incombe aux pays en développement eux-mêmes et en particulier à leurs dirigeants. L'histoire les jugera surtout - me semble-t-il – sur ce qu'ils auront accompli pour faciliter l'intégration de leur pays dans l'économie mondiale et pour veiller à ce que celle-ci profite à l'ensemble de leur population.

Je ne suis pas ici pour donner des leçons d'économie. Il y a probablement dans cette salle près d'un millier de personnes qui s'y connaissent mieux que moi. Je ne prétends pas non plus détenir les réponses à apporter en la matière. Je pense néanmoins que la présente Conférence devrait prendre en considération les questions suivantes :

Tout d'abord, comment pouvons-nous faire en sorte que davantage de pays puissent bénéficier d'un redressement induit par les exportations et qu'à l'intérieur des pays les avantages du commerce soient équitablement et largement partagés ? Autrement dit, comment faire pour que le commerce serve les pauvres ?

Ensuite, comment pouvons-nous veiller à ce que tous les pays en développement et notamment les groupes démunis de la population puissent profiter de la croissance des investissements privés et emprunter à des taux raisonnables ? Nous savons combien il est difficile sinon impossible aux États de venir à bout de certains des obstacles qui freinent les flux de capitaux privés, tels que l'existence de conflits dans des pays voisins. Le rôle de l'aide étrangère au développement ne pourrait-il pas consister à subventionner la prime de risque que les investisseurs doivent verser en pareil cas ?

Comment pouvons-nous également rendre les nouvelles technologies plus largement accessibles et veiller à ce qu'elles soient mieux utilisées ? De Bangalore à Sao Paulo, nous voyons des exemples extraordinaires de compétences nouvelles qui entraînent des transformations spectaculaires. Si Microsoft a investi des milliards de dollars en Inde, des sociétés indiennes de logiciels rachètent pour leur part des entreprises aux États-Unis. Cela étant, la moitié de la population mondiale n'a encore jamais lancé ni reçu un appel téléphonique et encore moins vu un ordinateur. Dans quelles conditions cela pourrait-il changer ? Quelles sont les conditions que les États peuvent mettre en place, par opposition à celles dans lesquelles il vaut mieux que l'État n'intervienne pas ? Comment faire en sorte que les pays en développement puissent tirer parti des progrès de la technique et de la médecine que les brevets mettent actuellement hors de leur portée, sans réduire les incitations grâce auxquelles ces progrès sont réalisés dans les pays industrialisés ?

L'aide extérieure peut-elle aider les petites entreprises des pays en développement à se frayer un chemin sur les marchés internationaux ? Peut-on s'inspirer de l'expérience de la banque Grameen grâce à laquelle des femmes rurales au Bangladesh disposent à présent de téléphones cellulaires et peuvent vérifier les prix mondiaux de leurs produits au lieu d'être à la merci d'intermédiaires ? Autre question, comment pouvons-nous développer de nouveaux

partenariats débordant le cadre de la coopération intergouvernementale traditionnelle, pour faire progresser la cause du développement au sens large que je viens d'évoquer ? Il y a un an, au Forum mondial de l'économie de Davos, j'ai proposé un pacte mondial entre les milieux d'affaires et l'Organisation des Nations Unies, en vertu duquel nous entendons aider le secteur privé à agir conformément à des principes convenus au niveau international dans les domaines des droits de l'homme, des normes du travail et de l'environnement. Depuis lors, d'autres initiatives ont été lancées, telles Netaid - partenariat entre le Programme des Nations Unies pour le développement, Cisco Systems et le secteur de la variété visant à susciter une sensibilisation à la question de l'extrême pauvreté dans le monde et aux moyens financiers à prévoir pour lutter contre celle-ci - et l'alliance mondiale pour la vaccination et l'immunisation (GAVI). Je suis persuadé qu'on pourra en faire bien plus à l'avenir et que de multiples formes de coopération peuvent être envisagées.

Comment veiller également à ce que la voix des pays en développement soit non seulement entendue mais écoutée dans les débats futurs sur les règles du commerce international ?

La CNUCED, la Banque mondiale, l'OMC et des gouvernements donateurs agissant à l'échelon bilatéral s'emploient tous à aider ces pays à mieux se préparer aux négociations internationales et à mettre en œuvre les accords conclus (ce qui peut coûter à certains des pays les plus petits et les plus pauvres plus que la totalité de leur budget annuel). Là encore, la société civile et les milieux d'affaires pourraient sans doute assumer un rôle plus important.

Enfin, que pouvons-nous entreprendre collectivement pour permettre aux pays les moins avancés - à ceux qui, à l'heure actuelle, se développent uniquement en théorie - de se hisser dans l'"ascenseur" de la croissance mondiale ? Bon nombre de ces pays ont appris à leurs dépens que de simples transferts de ressources ne sauraient résoudre leurs problèmes. Ils ont entrepris un pénible processus d'ajustement de leur politique, mais n'ont trop souvent obtenu que de maigres compensations, qu'il s'agisse de l'allégement de la dette, d'autres formes d'assistance ou d'un meilleur accès de leurs produits aux marchés. L'heure est-elle venue de lancer un *New Deal* mondial pour que ces avantages soient garantis aux pays qui adhèrent à un ensemble convenu de mesures destinées tant à favoriser les investissements qu'à faire en sorte que le fruit en soit partagé par l'ensemble de la population ? Ne pouvons-nous pas tenter à l'échelle planétaire ce que tout pays industrialisé performant entreprend pour faciliter le rattrapage de ses régions les plus défavorisées ou sous-développées ?

Telles sont les questions que je pose, Monsieur le Président. D'autres peuvent s'avérer tout aussi importantes. Cependant, quelle que soit la façon dont vous mènerez vos délibérations, j'espère que tous les participants garderont à l'esprit l'objectif primordial consistant à permettre à l'ensemble de la population de la planète de participer à la nouvelle économie mondiale et à jouir des fruits de celle-ci. Pour cela, il nous faut des normes communes, qui soient définies et appliquées de concert par les États dans le cadre des institutions multilatérales et, surtout, qui reposent sur des valeurs partagées. Ce sont, en dernière analyse, des valeurs communes qui soudent toute communauté. Il en est allé ainsi pour les communautés locales tout au long de l'histoire humaine. Il en va ainsi aujourd'hui pour les communautés nationales. Il faut qu'il en aille pareillement pour la communauté mondiale que nous nous apprêtons à édifier.
